

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MAI 2019

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

passé selon une procédure adaptée, avec possibilité de négociation,  
en vertu des articles R.2123-1, R.2123-4 à 2123-5  
du code de la commande publique

---

Marché à tranches

## **ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE**

CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE  
ET REALISATION D'UN RESEAU DE CHALEUR

QUARTIER DU MONTMARIN - VESOUL

**SIED 70**

20 avenue des rives du lac  
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE



## SOMMAIRE

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHE .....	3
2 – DEBUT ET FIN DE CHAQUE TRANCHE .....	13
3 – MODALITES D’AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE.....	13
4 – DUREE DU MARCHE .....	13
5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	13
6 – SOUS-TRAITANCE .....	14
7 – PRIX ET REGLEMENT.....	14
8 – GARANTIE FINANCIERE ET AVANCE.....	16
9 - RECEPTION.....	16
10 – PENALITES DE RETARD .....	16
11 - ASSURANCES.....	16
12 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE .....	17
13 – PROPRIETE DES DONNEES.....	17
14 - RESILIATION .....	17
15 – REGLEMENT DES LITIGES.....	17
16 - CESSION .....	18

# 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

## 1.1. CONTEXTE ET PRESENTATION DE L'OPERATION

En avril 2017, la Ville de Vesoul a transféré sa compétence "Réseau de chaleur" au SIED 70 suite aux résultats favorables de l'étude de faisabilité initiée par l'Office Public Habitat 70 en 2016.

En 2018, le Syndicat, devenu maître d'ouvrage, a fait actualiser, par une nouvelle étude, les données techniques et financières de l'opération consistant à la construction d'une chaufferie biomasse et la réalisation d'un réseau de chaleur dans le quartier du Montmarin à Vesoul pour produire le chauffage et l'eau chaude sanitaire aux 900 logements d'Habitat 70 et à une quinzaine de bâtiments publics appartenant au Conseil régional de Bourgogne/Franche-Comté, au Conseil départemental de la Haute-Saône, à la Ville de Vesoul, à l'ADAPEI et à l'IME.

Les caractéristiques principales, issues de la dernière étude de faisabilité, de la chaufferie et de son réseau de chaleur sont résumés ci-dessous. L'étude de faisabilité fait partie des annexes du présent cahier des charges.

- **Puissance totale des chaudières bois 3 600 kW**
- **Puissance totales des chaudières gaz de ville 10 000 kW**
- **Taux de couverture bois 80%**
- **Longueur du réseau de chaleur 3 500 ml**
- **Puissance des sous-stations 11 500 kW**
- **Besoins utiles annuels (chauffage + ECS) 19 GWh.**

Ce projet sera réalisé sous la forme d'un marché global de performance (MGP) avec une durée d'exploitation de 5 ans selon un mode de gestion en régie externalisée.

## 1.2. OBJET DU MARCHÉ

La mission d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage (ATMO), objet du présent marché, consiste à conseiller et assister le maître d'ouvrage sur les aspects techniques, juridiques, financiers, contractuels et de communication tout au long du projet afin de mener à bien l'exécution des marchés et plus particulièrement le marché global de performance

Le titulaire devra conseiller le maître d'ouvrage dans les choix stratégiques et contribuer à résoudre les problèmes techniques rencontrés durant les différentes phases de l'opération (conception, travaux et exploitation).

Une partie des attributions dévolues au Titulaire dans le CCAG-travaux est confiée à l'ATMO.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage recouvre les champs suivants :

- 1. Conception technique et architecturale du projet et élaboration du MGP,**
- 2. Expertise technique, juridique, économique,**
- 3. Management du projet et pilotage du titulaire du MGP,**
- 4. Préparation des pièces contractuelles (avec co-financeurs, futurs abonnés, titulaires des marchés...),**
- 5. Communication et animation auprès des abonnés, des usagers et des personnes extérieures (futurs abonnés, habitants du quartier, organismes et personnes extérieures au projet...),**
- 6. Expertise technique dans le suivi de l'exploitation-maintenance des installations.**

Cette mission doit donc mobiliser une équipe de travail expérimentée rassemblant des compétences dans chacun des domaines techniques, de l'assistance à la passation des marchés à l'assistance pour les opérations de la garantie de parfait achèvement, de l'assistance durant les trois premières années d'exploitation.

Le SIED 70 attend que l'équipe dédiée fasse preuve de toute la disponibilité et la réactivité nécessaires.

L'attention du Titulaire est attirée sur les impératifs suivants :

- disposer d'une forte présence du Titulaire pour assister et/ou représenter le maître d'ouvrage tout au long de l'opération notamment pour la concertation avec les partenaires (abonnés, riverains, ...) et le suivi des travaux ;
- disposer pour certaines demandes urgentes, de réponses dans des délais courts, de l'ordre de 48 heures en jours ouvrés.
- La mise en service du réseau de chaleur devra impérativement être réalisée pour septembre 2021.

---

### 1.3. CONDITIONS DU MARCHE ET PROCEDURE DE CONSULTATION

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles, passé selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation, en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

Le SIED 70 se réserve la possibilité :

- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation,
- de déclarer infructueux la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable,
- de ne pas donner suite à la consultation,

sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

Le présent marché fait l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique. Il comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle, désignées ci-après.

---

### 1.4. DETAIL DE LA MISSION

L'ensemble des documents rédigés par le Titulaire du présent marché devra être adapté au contexte spécifique de cette opération.

Il est décomposé comme suit :

- **Tranche ferme** : de l'élaboration des études d'avant-projet jusqu'à la mise au point du marché global de performance,
- **Tranche optionnelle n°1** : de la notification du MGP jusqu'à la fin des trois premières années d'exploitation.

#### 1.4.1 Tranche ferme : de l'élaboration des études d'avant-projet jusqu'à la mise au point du marché global de performance.

##### 1) Elaboration des études d'avant-projet

Le Titulaire devra s'appuyer sur les points clés énoncés dans les études de faisabilité réalisées et sur le "guide de création d'un réseau de chaleur" ADEME/AMORCE 2017. Ces éléments pourront être complétés par des études complémentaires pour répondre aux spécificités du projet.

Cette phase a pour objectif de définir le projet qui servira de base :

- aux demandes de subvention ;
- au dépôt du permis de construire ;
- au dossier de déclaration ICPE ;
- à la consultation du MGP, les études d'avant-projet feront partie des pièces contractuelles majeures du dossier.

Par les études d'avant-projet, le Titulaire devra :

- valider et/ou apporter toutes précisions à l'étude de faisabilité sur notamment :
  - ✓ **les besoins thermiques par bâtiment,**
  - ✓ **les puissances utiles par bâtiment,**
  - ✓ **les puissances optimisées pour les chaudières.**
- proposer une ou plusieurs solutions architecturale et technique traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors de l'étude de faisabilité.
- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux nuisances sonores ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de la chaufferie, ainsi que son aspect ;
- définir les matériaux pour la réalisation de la chaufferie ;
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux ;

## 2) Elaboration du dossier de permis de construire et autres autorisations administratives

Le Titulaire assistera le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectuera les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire, constituera le dossier et assistera le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au Titulaire toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmettra copie et procèdera à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veillera à son affichage en mairie.

L'opération nécessitant l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations ICPE, etc.), le Titulaire assistera le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

## 3) Elaboration des dossiers de demande de subvention

Le Titulaire établira les dossiers de demande de subvention auprès des différents financeurs publics possibles (ADEME, Région/FEDER...) et assistera le maître d'ouvrage pour répondre aux questions des services instructeurs jusqu'à l'attribution des subventions.

Le Titulaire assistera également le maître d'ouvrage dans ses démarches administratives et financières auprès de potentiels investisseurs bancaires.

## 4) Choix des acteurs des missions complémentaires

En accord avec le maître d'ouvrage, le Titulaire se chargera de la rédaction des dossiers de consultation et à l'examen des offres des autres acteurs du projet, chargés notamment des missions complémentaires suivantes :

- les études de sol
- les études topographiques
- la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers ;

- la mission de contrôle technique ;

L'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage aura également pour mission l'assistance jusqu'à la conclusion de chaque marché et à leur gestion jusqu'à la fin de leur mission, à travers :

- les vérifications des projets de décomptes périodiques ;
- l'établissement des décomptes périodiques ;
- la rédaction des avenants et des rapports de présentation des avenants.

### 5) Elaboration du règlement de service

Le Titulaire devra assister le maître d'ouvrage dans les missions suivantes :

- accompagner le SIED 70 dans l'élaboration des polices d'abonnement et du règlement de service et dans sa négociation avec les futurs abonnés lors de la phase d'engagement. Le tarif de vente de la chaleur prévisionnel sera établi à partir des éléments issus des études.

Le Titulaire pourra s'appuyer sur le modèle-type de la FNCCR, « Règlement de service », à paraître en 2019.

- assurer la communication et l'animation auprès des futurs abonnés et usagers du réseau de chaleur ainsi qu'auprès des organismes et personnes extérieurs (riverains...) pour la présentation du projet dans ses différentes phases d'avancement.

### 6) Elaboration du dossier de consultation du MGP

Le marché conclu à l'issue d'une procédure concurrentielle avec négociations ou dialogue compétitif sera un marché global de performance (MGP).

Afin de formaliser son action, il réalisera une mise au point du marché et rédigera un cahier des charges précisant les compétences attendues de l'équipe du MGP.

Ce cahier des charges devra :

- répondre aux besoins spécifiques du projet et du SIED 70.
- définir le contenu des prestations à remplir par le titulaire du MGP et le cadre de leur exécution, tel que le souhaite le SIED 70,
- disposer des moyens de comparer les offres et d'engager une négociation sur des bases claires,
- assurer une concurrence saine et loyale, afin de pousser les candidats à s'engager sur le meilleur service au meilleur prix,
- réduire au maximum le temps à consacrer aux demandes de précisions des candidats,
- limiter les risques de contentieux.

Le cahier des charges de la consultation comprendra :

- le dossier d'informations complètes, qualitatives et quantitatives qui précisera les exigences de l'équipe (spécifications architecturales, finitions techniques, objectifs à atteindre...), les contraintes non techniques (riverains, approvisionnement...), les contraintes réglementaires, techniques et environnementales liées à ce type d'équipement et les besoins du SIED 70.
- la définition des objectifs du SIED 70 et des indicateurs de suivi de la réalisation : critères de performance techniques et financiers, délais de travaux...
- le cadre de la proposition financière...

Le Titulaire devra définir les modalités des critères de choix afin de sélectionner des candidats constitués en équipe, chargés de la réalisation des études de conception, des travaux et de l'exploitation des installations.

Le choix des candidats se fera par le maître d'ouvrage et tiendra compte des critères suivants :

- certification de l'équipe Titulaire ;
- expériences préalables dans le domaine de la réalisation de chaufferies et de réseaux de chaleur ;

- recommandations de maîtres d'ouvrage ayant fait appel aux services des candidats.

Des critères complémentaires pourront être envisagés par le Titulaire selon les particularités du projet et les besoins de la maîtrise d'ouvrage.

Le Titulaire définira les critères de notation et de leur pondération dans le cadre de l'établissement du règlement de consultation, en accord avec le maître d'ouvrage.

Le Titulaire rédigera l'ensemble des pièces du dossier de consultation (AAPC, RC, CCAP, CCTP, AE, programme technique, programme performantiel, programme d'entretien maintenance, annexes techniques, règlement de service, cadres de réponse,...) et en vérifiera la complétude et l'exactitude.

**À noter :**

- Les cadres de réponse constitueront un fichier Excel global (technique et financier) pour l'ensemble des données chiffrées y compris : programme des investissements, GER, plan de développement du réseau, détail des postes de charge, ...
- Les autres pièces seront intégralement rédigées par le Titulaire qui se chargera de récupérer les documents et données à annexer le cas échéant ;

Suite à la publication du dossier de consultation, le Titulaire assistera le maître d'ouvrage pour répondre aux questions et demandes de compléments des candidats.

## 7) Analyse et choix des candidatures

Le Titulaire procède à l'analyse technique, financière et juridique des candidatures et vérifie la complétude des pièces présentées par les candidats et leur validité vis-à-vis des capacités et références demandées.

Pour l'analyse des offres (propositions initiales et celles issues des négociations), le Titulaire s'assurera de leur conformité avec les exigences contenues dans le programme de la consultation.

Il analysera les risques juridiques propres à chacune des offres en procédant aux alertes nécessaires et veillera au respect par les candidats de l'ensemble des dispositions du dossier de consultation en soumettant à l'attention du maître d'ouvrage tous les éléments non-conformes ou en limite de conformité compris dans les offres des candidats.

Il sera demandé au Titulaire une analyse critique des offres à partir de son expertise. Il vérifiera et analysera en particulier le bien-fondé technique des offres, les propositions financières des candidats et les impacts juridiques des offres.

Le Titulaire établira un document d'analyse des offres sur la base des préconisations du maître d'ouvrage en analysant en détail chacune des offres des candidats comparativement aux critères définis dans le dossier de consultation.

Le Titulaire participera à la négociation des offres.

## 8) Mise au point et notification du MGP

Le Titulaire assistera le maître d'ouvrage lors aux séances de mise au point du contrat avec le candidat pressenti.

Il participe à la rédaction définitive des clauses du contrat et de ses annexes sur la base des cadres de réponse réalisés par le candidat pressenti.

Le Titulaire valide le contenu de la délibération d'attribution du marché préparée par le maître d'ouvrage.

### 1.4.2 Tranche optionnelle n°1 : de la notification du marché global de performance jusqu'à la fin de la troisième année de fonctionnement.

Le Titulaire effectuera un suivi des missions confiées à l'attributaire du MGP.

Le Titulaire assistera le maître d'ouvrage pour les aspects propres au MGP, notamment dans le cadre du suivi des objectifs et des spécificités techniques et juridiques, mais sa mission ne doit en aucun cas se substituer à celle d'une maîtrise d'œuvre.

## 1) Suivi des études de conception

Cette mission débute à la notification du MGP.

Le Titulaire devra :

- vérifier et valider que le contenu des études correspond bien aux engagements pris par l'attributaire du MGP lors de la consultation,
- vérifier la cohérence des solutions techniques et leur conformité avec les réglementations,
- analyser les répercussions d'éventuelles modifications vis-à-vis des études rendues en consultation,
- suivre et valider le respect des objectifs prédéfinis,
- participer aux réunions d'étape (à la fin de chaque phase d'étude),
- accompagner le maître d'ouvrage dans ses échanges avec l'attributaire du MGP.

En application de l'article 20 du CCAG-PI, dans le cas où l'attributaire du MGP ne peut pas tenir ses engagements à ce stade de son marché, entraînant la résiliation de celui-ci, le SIED 70 mettra fin à l'exécution du présent marché. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

## 2) Suivi des travaux et réception des ouvrages

Cette mission concerne les travaux de premier établissement (par opposition aux travaux de gros entretien et renouvellement). Elle commence au début de la période de préparation du premier chantier et s'achève soit à la date de réception définitive du dernier ouvrage réalisé (après levée des réserves).

Pendant la durée du chantier, le Titulaire apportera son expertise pour aider le maître d'ouvrage dans l'organisation des travaux et vérifier que les travaux correspondent à ce qui avait été convenu pendant les études et le suivi administratif.

Il devra notamment :

- participer aux réunions de chantier,
- aider à la vérification de la bonne exécution des travaux, ainsi qu'à leur conformité aux études et aux réglementations,
- proposer des solutions aux aléas non anticipés en phase études,
- suivre et valider le respect des objectifs prédéfinis,
- détecter les éventuelles dérives (délais, coût, qualité) et alerter le maître d'ouvrage en lui proposant des pistes pour y remédier,
- accompagner le maître d'ouvrage dans ses échanges avec l'attributaire du marché,
- suivre et valider les situations de chantier,
- proposer l'application d'éventuelles pénalités.

À l'achèvement des travaux, le Titulaire devra :

- organiser et suivre les tests et essais de performance,
- contrôler le respect des objectifs, faire procéder aux rectifications qui apparaissent nécessaires,
- participer aux OPR organisées par la maîtrise d'œuvre, fournir un avis sur les réserves et leurs levées, proposer la réception au maître d'ouvrage,
- donner un avis sur le dossier de récolement ainsi que le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés), le DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage), le DUEM (Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance),
- conseiller le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux.



### 3) Garantie de parfait achèvement

Le Titulaire poursuivra sa mission jusqu'à la levée de la garantie de parfait achèvement. Il devra notamment assister le maître d'ouvrage si d'éventuels désordres apparaissent postérieurement à la réception (alerter, conseiller, proposer).

Pour les ouvrages dont la garantie de parfait achèvement sera levée pendant la durée du présent marché, il devra en outre :

- réaliser un bilan des performances de l'ouvrage réalisé par rapport aux exigences fixées dans le programme,
- participer au constat pour autoriser la levée de la garantie, éventuellement proposer une prolongation motivée des délais.

### 4) Suivi des prestations de l'Exploitant

Cette mission débute à la mise en exploitation des installations et se termine à la fin de la troisième année d'exploitation.

Le titulaire devra assister le maître d'ouvrage dans le suivi de la bonne exécution du marché de l'Exploitant, sa mission consistera :

- analyser les conditions d'exécution du service public par l'Exploitant,
- être force de proposition sur des éléments visant à améliorer le fonctionnement des installations ou les clauses du contrat,
- être en capacité de fournir des états comparatifs avec d'autres réseaux d'importance similaire tant sur les conditions d'exploitation que sur les aspects financiers.

La mission du Titulaire couvrira notamment les champs suivants :

- suivi de l'application des clauses du marché et de ses avenants,
- calcul de la tarification mensuelle utilisée pour la facturation et assistance à l'application des pénalités ;
- suivi et contrôle technique du programme de gros entretien et renouvellement ;
- suivi et contrôle du fonctionnement et de l'entretien de l'ensemble des installations exploitées avec notamment le suivi de l'application de la réglementation en vigueur ;
- assistance ou suivi concernant les contrôles réglementaires.

Le Titulaire veillera à ce que l'ensemble des moyens soit mis en œuvre par l'Exploitant pour :

- permettre la continuité du service public de chaleur,
- assurer une veille préventive sur les installations primaires,
- identifier les dysfonctionnements sur les installations secondaires pouvant perturber ou menacer le bon fonctionnement des installations primaires du réseau de chaleur,
- garantir la performance énergétique et environnementale du marché suivant le programme technique et performantiel du marché.

Le titulaire analysera les éventuels rapports de dysfonctionnement établis par l'exploitant pour suites à donner. Il proposera le cas échéant des évolutions contractuelles au marché de l'Exploitant.

Le Titulaire, par la réalisation d'une veille réglementaire, devra informer le maître d'ouvrage de la parution de tout nouveau texte réglementaire pouvant s'appliquer aux installations exploitées et devra alors estimer les conséquences techniques et financières découlant de cette nouvelle réglementation.

Pour remplir sa mission, le titulaire effectuera autant de visites (contrôle des travaux GER, état d'entretien des installations, etc.) des installations qu'il juge nécessaire. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'y participer.

## 5) Mission de bilan annuel

Il est demandé au Titulaire de suivre la préparation et la production du rapport de l'Exploitant concernant l'année écoulée.

Afin de maîtriser le délai d'obtention du document définitif, le Titulaire validera avec l'Exploitant une trame et un contenu type. Il demandera à l'Exploitant la remise de compte-rendus trimestriels allégés (comprenant essentiellement un bilan des énergies achetées, produites et vendues, des incidents, des raccordements, des puissances souscrites) permettant d'alimenter le rapport annuel.

Pour l'analyse du rapport annuel de l'Exploitant, le Titulaire devra notamment :

- vérifier sa cohérence et sa complétude vis-à-vis des éléments échangés lors des différentes instances de suivi,
- vérifier l'atteinte des engagements contractuels de l'Exploitant sur le programme performantiel,
- vérifier que l'état et les performances des installations sont bien ceux indiqués dans le rapport, sur la base des rapports et des relevés effectués par l'Exploitant,
- analyser les coûts d'exploitation.

L'analyse technique du rapport annuel fera l'objet d'un contrôle sur pièces auprès de l'Exploitant autant que de besoin.

Par ailleurs, le Titulaire réalisera un rapport de bilan global du réseau, qui permettra de :

- analyser le développement du réseau et la réalisation des travaux,
- analyser le bilan financier du réseau,
- analyser les rendements de production et taux de couverture EnR&R,
- analyser le bilan carbone du réseau, sur la base des éléments transmis par l'Exploitant,
- dresser le bilan technique et financier du réseau.

---

## 1.5 – DEROULEMENT DE LA MISSION – METHODOLOGIE

### 1.5.1. Intervenants

Le déroulement de la mission nécessitera une totale collaboration entre les différents intervenants.

Le suivi de la mission sera assuré par un comité de pilotage animé par le maître d'ouvrage, associant des représentants des organismes publics et d'autres partenaires éventuels, notamment les représentants des bâtiments raccordés.

Le bureau d'études devra désigner un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique auprès du maître d'ouvrage et du comité de pilotage pendant toute la durée de la mission.

#### 1) Maître d'ouvrage

##### **SIED 70**

20 avenue des rives du lac  
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE  
Tél. : 03 84 77 00 00  
Email : [contact@sied70.fr](mailto:contact@sied70.fr)

Président : **Jacques ABRY**

Contact : **Mme Céline CHAPELLE**  
Tél. : 03.84.77.00.04  
Email : [c.chapelle@sied70.fr](mailto:c.chapelle@sied70.fr)



## 2) Organismes publics partenaires

### **ADEME Bourgogne Franche-Comté**

Siège Régional  
44 rue de Belfort  
25000 BESANÇON

Contact : **M. Louison RISS**  
Tél. : 03.81.25.50.14  
Email : [louison.riss@ademe.fr](mailto:louison.riss@ademe.fr)

### **Conseil régional Bourgogne Franche-Comté**

Direction de la Transition Energétique  
4 square Castan – CS 51857  
25031 BESANÇON CEDEX

Contact : **M. André LAURENT**  
Tel. 03 63 64 20 87  
Email : [andre.laurent@bourgognefranchecomte.fr](mailto:andre.laurent@bourgognefranchecomte.fr)  
Direction de la Transition Energétique

Contact : **Mme Anne-Hélène BUNOD**  
Tel. 03 63 64 20 98  
Email : [annehelene.bunod@bourgognefranchecomte.fr](mailto:annehelene.bunod@bourgognefranchecomte.fr)  
Direction Europe et Rayonnement international



## 3) Abonnés potentiels

### **Habitat 70**

### **Ville de Vesoul**

### **Conseil régional Bourgogne Franche-Comté**

### **Conseil départemental de Haute-Saône**

### **IME**

### **ADAPEI**

#### 1.5.2. Lieu d'exécution

- Siège du SIED 70 à Vaivre-et-Montoille (70) ;
- Site de réalisation de la chaufferie et du réseau de chaleur : Quartier du Montmarin - Vesoul (70) ;

#### 1.5.3. Réunions

Le Titulaire prévoira un nombre de réunions adapté à la mission.

Au minimum seront prévues :

- durant la **tranche ferme** :
  - le démarrage/cadrage de la mission,
  - le choix des acteurs des missions complémentaires au projet,
  - les présentations des phases d'avant-projet,
  - la mise au point de la vente de chaleur (tarif prévisionnel, mise au point du règlement de service et des polices d'abonnement, engagement des abonnés),
  - les présentations du dossier de consultation du MGP, d'analyse des offres et de mise au point du marché ;

- les présentations du projet auprès des futurs usagers et riverains.
- la tranche **optionnelle n°1** comprendra autant de réunions que nécessaires pour :
  - le démarrage/cadrage du MGP,
  - les présentations des phases PRO et EXE,
  - les réunions de chantier et de réception de travaux,
  - les réunions avec l'exploitant des installations.
  - les présentations des travaux, de mise en service et de suivi des installations auprès des futurs usagers et riverains.

#### 1.5.4 Rédaction

##### 1) Compte-rendus

Le Titulaire assure un rôle de soutien auprès du maître d'ouvrage, il devra donc faire des comptes rendus de manière régulière auprès de ce dernier selon les modalités souhaitées par le maître d'ouvrage. L'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage devra, par ailleurs, assurer la communication auprès des acteurs du projet ainsi que des personnes et organismes extérieurs le cas échéant.

Les compte-rendus des réunions seront rédigés par le Titulaire dans un délai maximum de 5 jours ouvrés et validés par le SIED 70 dans un délai de 3 jours ouvrés maximum après réception. Le Titulaire est ensuite chargé de la diffusion aux membres du comité de pilotage et aux éventuels autres destinataires (riverains, organismes extérieurs).

##### 2) Documents

Les documents rédigés par le Titulaire seront validés par le SIED 70 avant diffusion.

Le Titulaire pourra faire toutes les propositions qu'il jugera opportunes.

Les documents demandés dans le présent CCP et rédigés au cours des différentes étapes seront envoyés au SIED 70 par e-mail pour étude et pré-validation une semaine avant chaque réunion, et la version définitive sera remise par e-mail (format Word) ainsi que sous forme papier en 1 exemplaire.

---

## 1.6 - OBJECTIFS RECHERCHES

Le SIED 70 demande que la mission soit exécutée dans un souci d'objectifs et de performances sur les plans techniques, économiques, environnementaux et juridiques.

L'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage doit avoir un rôle privilégié auprès du maître d'ouvrage. Il doit pouvoir le seconder et apporter des compétences techniques que le maître d'ouvrage ne possède pas.

Dans son rôle de soutien, le Titulaire doit :

- mettre en place les moyens humains nécessaires à la réalisation du projet ;
- prendre en compte les objectifs du maître d'ouvrage ;
- apporter les conseils techniques spécifiques au projet ;
- d'assurer la qualité du projet à travers une vision globale du projet et en coordination avec les différents acteurs du projet ;
- organiser et animer les différentes étapes du projet avec les différents acteurs ;
- assister le maître d'ouvrage dans sa prise de décision ;
- identifier les tâches critiques et les points de passage déterminants ;
- réaliser et suivre le planning prévisionnel du projet.

Les objectifs de la mission doivent tenir compte des impératifs suivants :

- de maintenir le coût de la chaleur à un niveau permettant son utilisation par des foyers modestes, assurer sa stabilité, optimiser la facturation pour les usagers (lisibilité, mensualisation...) ;
- de garantir des performances techniques (et notamment énergétiques, y compris pendant l'été) des installations (chaufferie + réseau + sous-stations) ;
- de respecter les normes et réglementations ;
- d'assurer la performance environnementale et la sécurité du site ;
- de prévoir l'adéquation des actions mises en œuvre avec le régime ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement – rubrique 2910 : installations de combustion) ;
- d'assurer la qualité du service auprès des usagers (continuité de service), critère primordial pour la satisfaction des usagers et nécessaire pour la pérennisation du réseau de chaleur ;
- d'assurer le développement du réseau et sa compétitivité face aux autres énergies ;
- de proposer des solutions techniques innovantes permettant des économies d'énergie.

## 2 – DEBUT ET FIN DE CHAQUE TRANCHE

La mission débutera par la tranche ferme, dès la réception de la notification du présent marché par le SIED 70 au Titulaire du présent marché.

La tranche ferme se termine par la fin de la mise au point du MGP.

La tranche optionnelle 1 se termine à la fin de la troisième année de fonctionnement des installations.

## 3 – MODALITES D'AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE

Le Titulaire sera informé de l'affermissement de la tranche optionnelle retenue par le SIED 70, par un courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception, dans un délai **maximum de 6 mois** suivant la fin de la tranche précédente.

Le SIED 70 se réserve la possibilité de ne pas affermir la tranche optionnelle, si à l'issue de la tranche précédente, il décide de ne pas donner suite à l'opération.

Aucune indemnité ne sera attribuée par le SIED 70 pour compenser l'absence d'affermissement de tranche optionnelle.

Aucune indemnité d'attente n'est également prévue en cas de retard dans l'affermissement.

## 4 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour la durée de l'opération y compris les suivis techniques et financiers des deux premières années de fonctionnement suivant la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle du marché est de cinquante-quatre (54) mois, à compter de sa notification.

Le planning prévisionnel, pour chacune des tranches, est à renseigner dans l'Acte d'Engagement par le candidat.

## 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;

- le mémoire technique remis par le candidat ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (JO du 16 octobre 2009).

## 6 – SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures au seuil fixé par voie réglementaire.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire du marché.

## 7 – PRIX ET REGLEMENT

### 7.1 - FORME DES PRIX

Le détail des prix, pour chacune des tranches, est à renseigner dans l'Acte d'Engagement par le candidat.

### 7.2 - CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations relatives au présent marché (frais de déplacement, hébergement, repas, achat de matériel et de fournitures...).

Tous les prix sont établis en euro.

### 7.3 - MODALITES DE REGLEMENT

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Le Titulaire sera payé :

#### **Tranche ferme :**

- 35 % après acceptation par le SIED 70 de l'avant-projet définitif,
- 25 % après acceptation par le SIED 70 du dossier de consultation du MGP,
- 25 % à la validation du rapport d'analyse des offres des candidats,
- 15 % après la mise au point du marché avec le candidat pressenti.

#### **Tranche optionnelle n°1 :**

- 15 % après acceptation par le SIED 70 des études de conception,
- 40 % par acomptes successifs en fonction de l'avancement de la réalisation des travaux,
- 10 % à la remise des dossiers de fin de travaux (récolement, DOE, ...)
- 15 % à l'échéance de la période de parfait achèvement,
- 20 % par acomptes successifs trimestriels durant les deux années de suivi au terme de la période de parfait achèvement.

Toutefois, ces prestations peuvent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est long, afin que l'intervalle entre le début de la réalisation des prestations et le premier acompte ou

entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois lorsque le Titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de l'élément de mission et est accompagnée du compte-rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du SIED 70, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le paiement des avances, acomptes et soldes sera effectué par mandat administratif sur présentation d'une demande de paiement originale et d'un duplicata conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Le SIED 70 se libèrera des sommes dues par virement bancaire sur le compte du Titulaire ou du mandataire du groupement, indiqué dans l'acte d'engagement.

Le délai de mandatement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours (sauf modification réglementaire à venir), à compter de la date de réception de la demande de paiement par le SIED 70.

Le dépassement du délai maximal entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application d'intérêts moratoires au taux d'intérêt légal national en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

---

## 7.4 - VARIATION DES PRIX

La **tranche ferme** est à prix ferme et actualisable uniquement si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution de sa prestation.

La **tranche optionnelle 1** est à prix actualisable et révisable annuellement à la date anniversaire d'affermissement de la tranche.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois auquel le candidat a fixé son prix dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « Mois zéro -  $M_0$  ».

L'index de référence (I), publié par l'INSEE, est l'index ING : Ingénierie.

Dernière valeur connue :  $I = 115,7$ , février 2019.

L'actualisation est effectuée par l'application d'un coefficient (A) donné par la formule de variation suivante :

$$A = I_{M-4} / I_0$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_{M-4}$  sont les valeurs prises par l'index de référence (I) respectivement au Mois zéro et à sa valeur à la date antérieure de quatre mois de la date d'actualisation.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Le coefficient (A) est appliqué au prix global forfaitaire de la tranche.

La révision est effectuée par application au prix de la tranche d'un coefficient (R), donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 (I_M / I_0)$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_M$  sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au Mois zéro et à sa dernière valeur connue au moment de la révision.

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette révision sera réglé au prorata du montant réalisé des prestations de la tranche.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de l'avenant et la date de signature de l'avenant par le Titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

## 8 – GARANTIE FINANCIERE ET AVANCE

### 8.1 – GARANTIE FINANCIERE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée.

### 8.2 – AVANCE

Une avance est accordée au Titulaire d'un marché public lorsque le montant initial de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial de la tranche ferme, toutes taxes comprises, ou de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial de la tranche affermie divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification de la tranche.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions définies aux articles R.2191-10 et R.2191-11 du code de la commande publique.

## 9 - RECEPTION

L'achèvement de chacune des tranches fera l'objet d'un document soumis par le Titulaire au Maître d'Ouvrage, faisant état de la décision de réception par le Maître d'Ouvrage et constatant que le Titulaire a rempli toutes ses obligations.

Chaque tranche fait l'objet d'une décision de réception distincte.

## 10 – PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, les stipulations du CCAG-Prestations Intellectuelles s'appliquent.

## 11 - ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est Titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le Titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute



nature causés au tiers, y compris au SIED 70. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités et à fournir les attestations au SIED 70.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit produire une attestation d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

## 12 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

L'option A du chapitre V du CCAG-PI sera applicable à ce marché.

## 13 – PROPRIETE DES DONNEES

Le Titulaire n'est pas propriétaire des données mises à sa disposition par les collectivités ou autres propriétaires des bâtiments. Il ne pourra en aucun cas les utiliser à des fins professionnelles ou commerciales sans l'accord préalable des propriétaires.

Ces informations seront par ailleurs transmises aux différents partenaires et financeurs, à savoir, l'ADEME, la Région Bourgogne Franche-Comté et le FEDER.

## 14 - RESILIATION

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG - Prestations Intellectuelles.

## 15 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

Si toutefois elles ne peuvent parvenir à un accord, le différend sera soumis au Tribunal Administratif de Besançon, seul compétent pour connaître du litige.

## 16 - CESSIION

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le Titulaire, sauf accord écrit et préalable du SIED 70.

Pour le Titulaire,

Fait à : .....

le : .....

Le Responsable, .....

(signature et cachet + paraphe sur chaque page)

Pour le maître d'ouvrage,

Fait à VAIVRE-ET-MONTOILLE,

le .....

Le Président du SIED 70, M. Jacques ABRY

(signature et cachet)